

SECRETS
ET TRANSPARENCE À L'ÉLYSÉE,
DE FÉLIX FAURE À NOS JOURS

123

« **I**l se croyait César, il n'était que Pompée. » C'est par cette boutade grivoise de Georges Clemenceau que la postérité a retenu le premier grand scandale qui a marqué l'histoire du palais de l'Élysée, à savoir la mort subite du président Félix Faure à l'issue de la visite de sa maîtresse, Marguerite Steinheil. Celui que l'on surnommait « Félixque 1^{er} » ou « le président Soleil » s'était certes distingué depuis le début de sa présidence par son goût du faste et des jolies femmes¹. Il semble que ce fringant quinquagénaire aux tempes grisonnantes recevait à l'Élysée courtisanes et actrices, au point que son maître d'hôtel s'en offusquait : « Il en venait sans cesse », disait-il, non sans exagération. Mais c'était dans la plus grande discrétion, pour ne pas choquer la pudibonderie de l'époque, et la presse fermait les yeux.

On savait dans les milieux autorisés qu'il entretenait depuis 1897 une liaison avec la sémillante Marguerite Steinheil, dite « Meg », dont le mari complaisant avait reçu commande de l'Élysée pour peindre une toile monumentale intitulée *La Remise des décorations par le président de la République aux survivants de la redoute brûlée*. Et c'est ainsi que, le 16 février 1899, la belle retrouva Félix Faure pour un énième rendez-vous galant dans le salon d'Argent de l'Élysée. La thèse officielle présentée à la presse fut qu'il s'était retiré dans son bureau pour consulter des dossiers et que son directeur de cabinet, Louis Le Gall, l'en avait vu sortir vers 18 heures, le teint blême : « Le Gall ! Le Gall ! Je suis très malade... Je vous assure, je suis très malade ! »

1. Thierry Billard, *Félix Faure*, Paris, Julliard, 1995.

Bien sûr, il ne fut pas question de la jeune femme ni des aphrodisiaques, notamment à la cantharide officinale, dont Félix Faure avait coutume de faire usage avant chaque visite de sa maîtresse. En réalité, ce sont les cris de cette dernière qui auraient alerté Le Gall, lequel s'était précipité pour découvrir le président allongé sur un divan du salon, à moitié dévêtu, alors que Marguerite, la chevelure en désordre, réajustait ses vêtements froissés. Et tandis que l'on évacuait discrètement la jeune femme par une porte dérobée, Henri Blondel, le secrétaire particulier du président, lui faisait respirer de l'éther, avant que plusieurs médecins ne se succèdent au chevet du malade. En vain, car le chef de l'État, entouré de sa femme, de sa fille et du président du Conseil, Charles Dupuy, s'éteignit vers 22 heures, victime d'une « congestion cérébrale », comme on disait à l'époque.

124

Mais, très vite, la rumeur se répandit que le président de la République était mort dans les bras de sa maîtresse. On racontait sur les boulevards ce dialogue savoureux entre un huissier de l'Élysée et l'abbé Renault, vicaire de l'église de Saint-Philippe-du-Roule, venu donner l'extrême-onction au mourant. « Le président a-t-il sa connaissance ? » aurait demandé l'homme d'Église. « Non, Monsieur l'abbé, on l'a fait sortir par la petite porte », aurait répondu l'huissier. Dans son édition du 22 février 1899, le quotidien anarchiste *Le Journal du peuple* écrivait : « Nous pouvons affirmer qu'il n'a pas été empoisonné, mais qu'il est mort pour avoir trop sacrifié à Vénus, en marge du code de cette morale officielle dont il était le plus haut représentant. Nous connaissons le nom et l'adresse de la jeune personne qui jouissait des faveurs présidentielles. Nous la désignerons, si vous le voulez bien, sous l'initiale peu transparente de Mme S. »

C'est ainsi qu'éclata le premier grand scandale de l'Élysée, qui mit au jour à la fois le goût du secret présidentiel mais aussi, et comme en miroir de ce tropisme de l'opacité, la fascination des médias et de l'opinion pour ce lieu du pouvoir suprême, objet de toutes les convoitises, de tous les fantasmes et de tous les récits. Et cette dialectique entre secret et fascination ne fit que s'accroître sous la V^e République, lorsque l'Élysée devint le lieu mythique de la toute-puissance. Depuis la présidence gaullienne jusqu'à nos jours, c'est ainsi que les « affaires » qui ont ébranlé le palais présidentiel ont alimenté notre curiosité plus ou moins morbide pour les coulisses du pouvoir.

LA FORTERESSE DU SECRET

L'Élysée du général de Gaulle ne supportait pas le scandale, ni la transparence d'ailleurs. « Palais de la main gauche, palais à femmes », bougonnait le Général, qui détestait le passé libertin de cette bonbonnière galante, si éloignée de son idéal de grandeur nationale². Il lui préférait les Invalides, l'École militaire, voire même le château de Vincennes. Dans l'exigu appartement présidentiel, Yvonne de Gaulle fit accrocher une pietà, symbole de sa dévotion à la Vierge, prêtée par le musée du Louvre. La femme du chef de l'État donnait d'ailleurs le ton de cette pieuse rigueur élyséenne. Si l'on en croit le témoignage du journaliste Jean Mauriac, qui les suivait pour l'Agence France-Presse depuis 1945, « Mme de Gaulle était très bien renseignée sur la vie privée des membres de l'entourage du Général, des ministres, des hauts fonctionnaires, des préfets, des ambassadeurs. Elle connaissait les divorces, les séparations, et le reste ». Et il ajoute que « certains, sans aucun doute, n'auraient pas attendu si longtemps avant d'entrer au gouvernement si Mme de Gaulle n'avait exprimé au Général sa condamnation quant à leur vie privée »³.

125

C'est ainsi qu'Olivier Guichard, qui pourtant avait été son chef de cabinet depuis 1951 pendant la « traversée du désert », se vit privé de portefeuille ministériel en 1958 parce qu'il avait pour maîtresse la journaliste du magazine *Elle* Daisy de Galard, elle aussi mariée. « Tante Yvonne » ayant désapprouvé cette liaison connue du Tout-Paris, ce fidèle du Général dut patienter jusqu'en 1968 pour être nommé ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire. Le couple présidentiel manifesta un peu plus d'indulgence envers André Malraux, « la voix » du Général, inamovible ministre de la Culture de l'époque gaullienne, et qui pourtant vivait hors mariage avec la femme de lettres Louise de Vilmorin, son amour de jeunesse, tandis que sa seconde femme, Madeleine, épousée en 1948, était réduite à un rôle de représentation. Mais le général de Gaulle n'avait pas hésité à réprimander Malraux pour son infidélité et il ne reçut jamais Louise de Vilmorin à l'Élysée.

Le seul « scandale » que l'on put connaître à l'Élysée gaullien fut la visite de Brigitte Bardot, le 5 décembre 1967, pour la soirée annuelle des arts et lettres. La bombe sexuelle explosa ce soir-là en prenant à contre-pied le protocole vestimentaire. Alors que chignon et robe du soir étaient de rigueur, elle débarqua cheveux détachés et veste de

2. Cité par Georges Poisson, *L'Histoire de l'Élysée*, Paris, Perrin, 1997, p. 268.

3. *L'Après-de Gaulle*, Paris, Fayard, 2006, p. 285-286.

hussard à brandebourgs sur le dos. « Chic, un militaire », se serait exclamé le chef de l'État en la voyant, plus amusé que choqué. Au « Bonsoir Général » de l'actrice, il répliqua par un « Madame, c'est le cas de le dire ». Et de Gaulle d'ajouter : « Quelle chance, Madame ! Vous êtes en uniforme et moi je suis en civil. » Quelques jours plus tard, elle apprit qu'elle avait été choisie pour incarner le visage de Marianne, preuve que le Général avait de l'humour.

126 Quant à Georges Pompidou, s'il fut éclaboussé par le scandale de l'affaire Markovic à l'automne 1968⁴, ce fut en temps qu'ex-Premier ministre et candidat présumé à la succession du Général. Sa présidence n'en fut aucunement ternie. En revanche, il fut très vite rattrapé par ce qu'il redoutait le plus au monde, c'est-à-dire l'isolement du pouvoir suprême. « Je ne me sens pas fait, dit-il à son arrivée à l'Élysée, pour vivre dans un palais, en représentation. Je ne suis à mon aise que chez moi, dans un cadre que j'ai choisi⁵. » C'est pourquoi le couple présidentiel n'y couchera que quatre nuits par semaine, passant le reste de son temps dans son appartement parisien du quai de Béthune ou dans sa maison de campagne d'Orvilliers. Redoutant que « l'existence à l'Élysée » ne soit « un barrage vis-à-vis de ce qui se passe à l'extérieur », Georges Pompidou était décidé « à avoir le maximum de contacts et de contacts aussi libres que possible », et ce « avec tous les citoyens »⁶. Mais c'était un vœu pieux, que démentit très vite l'exercice du pouvoir. C'est ainsi qu'il se contraignit à dissimuler aux Français le mal qui le rongait depuis le début de l'année 1972, la maladie dite de Waldenström, une forme de leucémie à évolution lente dont son fils, Alain, qui était médecin, répugnait à lui dévoiler la gravité⁷. Néanmoins, devant les caméras de télévision et les flashes des photographes, chacun put noter que son état de santé empirait à vue d'œil, le visage bouffi, le cou enflé, la voix rauque, le débit saccadé. « À quel moment un chef d'État malade doit-il partir ? » demanda Georges Pompidou à son ami Arthur Conte, venu lui rendre visite en septembre 1973. Et comme ce dernier évoquait le cas de Roosevelt à Yalta, trop diminué pour résister aux exigences de Staline, le président lui-même se demanda s'il n'y aurait pas du « courage à s'en aller ». Mais il se reprit aussitôt, se disant persuadé de guérir pour ne

4. À la suite de l'assassinat de Stefan Markovic, garde du corps d'Alain Delon, la rumeur circula, alimentée par des photomontages, que Claude Pompidou participait à des parties fines. S'estimant peu soutenu par de Gaulle et par son entourage, Georges Pompidou en fut indigné.

5. Cité par Alain Frerejean, *C'était Georges Pompidou* (2011), Paris, Tallandier, 2014, p. 300.

6. Conférence de presse du 10 juillet 1969.

7. Alain Frerejean, *C'était Georges Pompidou*, op. cit., p. 387.

pas « faire cadeau de la France » à François Mitterrand⁸. Jusqu'au bout, jusqu'au dernier conseil des ministres, le 22 mars 1974, où il annonça qu'il allait prendre trois semaines de repos, Georges Pompidou voulut rester maître de sa fonction et de son incarnation présidentielle. Au prix du secret.

LE PALAIS DES LIBERTINS

François Mitterrand, monarque républicain par excellence, dissimula lui aussi la maladie qui le rongea depuis sa première élection, en 1981, ainsi que sa double vie auprès d'Anne Pingeot et de Mazarine, sa fille cachée, née le 18 décembre 1974 dans une clinique d'Avignon. Ce n'étaient d'ailleurs pas les seuls secrets de l'Élysée mitterrandien, loin de là, car le président socialiste, bien que déjà malade du cancer, multipliait les liaisons plus ou moins amoureuses, ce qui d'ailleurs semblait contagieux. « À l'Élysée, au temps de Mitterrand, c'était incroyablement libertin. Tout le monde se sautait les uns les autres », raconte la journaliste Catherine Nay⁹. Peut-être pensait-elle au conseiller du président, Erik Orsenna, qui raconta dans un roman la fascination érotique du palais présidentiel¹⁰.

127

Il faut reconnaître qu'en la matière le président socialiste s'inscrivait dans la continuité de son prédécesseur libéral, Valéry Giscard d'Estaing, surnommé par certains « Valéry Folamour ». C'est en effet sous ce titre ironique que *Le Canard enchaîné* du 2 octobre 1974 relata la drôle d'escapade du président de la République, qui, regagnant l'Élysée au petit matin au volant d'une voiture de sport, aurait heurté une camionnette de laitier. La rumeur laissa entendre qu'il était aux côtés de l'actrice Marlène Jobert, qui ne confirma jamais. L'article du *Canard* rappelait par ailleurs que le chef de l'État était censé ne jamais s'éloigner du bouton de la force de frappe atomique, et que, si un jour il venait à être traumatisé par un accident, l'erreur pourrait être fatale. Ce que reprit *Le Monde* quelques semaines plus tard, dans un grand article consacré à « l'exercice du pouvoir », et dans lequel le journaliste s'étonnait que « Giscard » disparaisse régulièrement de l'Élysée à la nuit tombée, ne laissant pour ses collaborateurs qu'une lettre scellée avec l'indication du lieu où l'on pouvait le joindre. Mais, pour les chansonniers comme

8. Arthur Conte, *Les Présidents de la V^e République*, Paris, Le Pré aux clercs, 1985, p. 220.

9. Citée par Catherine Rambert, *Jeux dangereux à l'Élysée*, Paris, First, 2014, p. 143.

10. *Grand Amour*, Paris, Seuil, 1993.

pour le grand public, la virée nocturne de ce président par ailleurs si sérieux, si compassé, prêtait plus à sourire qu'à s'indigner. La presse anglo-saxonne, émoustillée par le *French lover* de l'Élysée, s'en donnait à cœur joie pour énumérer ses conquêtes.

En revanche, un autre secret du président lui fit beaucoup plus de mal, car il était non plus lié à la gaudriole mais aux privilèges du pouvoir, ce qui en France est rédhibitoire. « Bonsoir Mesdames, bonsoir Messieurs ! » C'est ainsi que le prince des imitateurs, Thierry Le Luron, se présenta sous les traits du président Giscard d'Estaing devant le public du théâtre Marigny, peu avant Noël 1979. Tout le monde comprenait l'allusion, car l'affaire des diamants alimentait les conversations et les commentaires depuis quelques semaines, depuis que *Le Canard enchaîné* du 10 octobre 1979 avait titré : « Quand Giscard empochait les diamants de Bokassa ». Publiant à l'appui de ce titre racoleur des fac-similés accusateurs, l'hebdomadaire semblait prouver que Valéry Giscard d'Estaing, lorsqu'il était ministre de l'Économie et des Finances, avait accepté des cadeaux « princiers » du dictateur centrafricain.

Alors qu'on évoquait un « Watergate à la française », le président, contraint de s'expliquer à la télévision, le 27 novembre 1979, parut maladroit et hautain, opposant à ses accusateurs « un démenti catégorique » et « méprisant », et ajoutant cette remarque jugée très monarchique : « Il faut laisser les choses basses mourir de leur propre poison. » Dans les mois qui suivirent, il ne se passa pas une semaine sans que le *Canard* apportât une nouvelle pièce au dossier, ce qui empoisonna littéralement toute la fin de la présidence giscardienne et surtout sa campagne pour être réélu. Plus encore que l'affaire du prince de Broglie, assassiné en décembre 1976 pour une sombre affaire d'assurance-vie, et qui avait jeté la suspicion sur les coulisses du parti giscardien, celle des diamants porta un coup très dur à l'image de Valéry Giscard d'Estaing. Ce jeune président, qui prétendait regarder la France au fond des yeux et rénover la politique, apparaissait désormais comme un monarque distant, opaque, hautain, voire méprisant envers ceux qui réclamaient la vérité. Ce ne fut sans doute pas la principale raison de sa défaite, mais l'affaire des diamants y contribua sûrement.

ABUS DE POUVOIR ET OMERTÀ

François Mitterrand fut quant à lui associé de près ou de loin à toute une série de scandales, plus ou moins graves, qui entachèrent ses deux présidences. Il y eut d'abord l'affaire des Irlandais de Vincennes, dévoilée

dans *Le Monde* du 21 mai 1983, une opération-spectacle menée de toutes pièces par certains officiers du GIGN afin de montrer qu'ils étaient efficaces dans la lutte contre le terrorisme. Et comme le fondateur de cette unité d'élite, qui n'était d'ailleurs pour rien dans l'affaire, n'était autre que le commandant Christian Prouteau, conseiller technique du président de la République, ce dernier fut éclaboussé par le scandale. Puis *Le Monde* fut de nouveau à l'origine d'une affaire encore plus retentissante, l'affaire du *Rainbow Warrior*, ce navire de l'organisation écologiste Greenpeace qui avait été coulé le 10 juillet 1985 par l'explosion d'une bombe dans le port d'Auckland, en Nouvelle-Zélande. Au terme de plusieurs mois de fausses pistes et de mensonges d'État, on s'aperçut que l'opération de sabotage avait été montée par la Direction générale de la sécurité extérieure, en liaison directe avec son chef, l'amiral Lacoste, et avec le ministre de la Défense, Charles Hernu. Ce dernier fut contraint à la démission, le 19 septembre 1985, tandis que l'amiral Lacoste était limogé. Mais, lors de sa conférence de presse du 21 novembre suivant, François Mitterrand rendit un hommage remarqué au ministre démissionnaire, et chacun se demanda si Charles Hernu n'avait pas agi avec l'assentiment du chef de l'État.

129

L'entourage de ce dernier fut à nouveau mis en cause sous la seconde présidence Mitterrand dans l'affaire dite des délits d'initiés. *Le Monde* du 23 janvier 1989 publia en effet un rapport confidentiel des Renseignements généraux qui prouvait que l'homme d'affaires Roger-Patrice Pelat, vieux compagnon de stalag du président, faisait partie du groupe des « initiés » qui avaient bénéficié d'informations confidentielles de la part du pouvoir lors de l'achat de la société américaine Triangle par Pechiney. On laissait entendre qu'Alain Boubilil, chef de cabinet du ministre des Finances, Pierre Bérégovoy, était à l'origine de ces fuites. Il sera d'ailleurs condamné pour cela. Accablant « la gauche la plus pourrie du monde », Alain Juppé s'étonna alors que « François Mitterrand soit entouré de personnes qui ont pour l'argent non pas de l'aversion mais une grande affection »¹¹.

Le chef de l'État, interrogé le 12 février 1989 à la télévision, répliqua ainsi : « Fallait-il que je me brouille avec lui parce que de pauvre il était devenu riche ? » Huit jours plus tard, Roger-Patrice Pelat fut inculpé de recel de délit d'initiés par la juge Edith Boizette, mais il fut victime d'un arrêt cardiaque, le 7 mars, et sa disparition mit fin au scandale. Les suicides de Pierre Bérégovoy, alors Premier ministre, le 1^{er} mai

11. « Grand Jury RTL-*Le Monde* », 22 janvier 1989.

1993, puis de François de Grossouvre, un autre proche du président, le 7 avril 1994, ne firent qu'ajouter au parfum d'opacité qui émanait de l'Élysée mitterrandien. La révélation au grand public de l'existence de Mazarine, dans l'édition du 3 novembre 1994 du magazine *Paris-Match*, ainsi que celles du journaliste Pierre Péan sur le passé pétainiste du chef de l'État dévoilaient d'autres secrets bien gardés à la présidence. Quant à l'affaire des écoutes téléphoniques installées à l'Élysée, à la demande du président lui-même, et dont on apprit en mars 1993 dans la presse que ce dispositif totalement illégal avait concerné au moins cent cinquante personnes entre 1983 et 1986, elle fut la confirmation d'une présidence monarchique qui se jouait des règles établies.

130 Ce qui d'ailleurs se poursuivit chez les successeurs du premier président socialiste. On se souvient de la désinvolture avec laquelle Jacques Chirac étouffa à la fin de l'année 2000 le scandale de la « cassette Méry ». Dans cet enregistrement posthume, retranscrit dans *Le Monde* du 22 septembre 2000, l'homme d'affaires Jean-Claude Méry, financier occulte du RPR, affirmait que le chef de l'État, alors maire de Paris, était personnellement impliqué dans les manœuvres souterraines du racket organisé des entreprises d'Île-de-France. Mais, alors qu'un sondage publié dans *L'Express* indiquait que 70 % des Français étaient favorables à une audition du président de la République par le juge, alors que Raymond Barre l'incitait ouvertement à démissionner dans *Lyon Mag* du 8 décembre 2000, Jacques Chirac repoussa d'un revers de la main ces accusations « abracadabran-tesques », laissant ses collaborateurs Louise-Yvonne Casetta, trésorière du parti, et Michel Roussin, son directeur de cabinet à la mairie de Paris, jouer le rôle de fusibles.

Il y eut d'autres secrets sous les présidences de Jacques Chirac, beaucoup de rumeurs aussi, notamment à propos de ses voyages fréquents au Japon, où certains lui attribuaient même un enfant caché. On ne prête qu'aux riches car le président avait le goût des conquêtes comme ses deux prédécesseurs. On parlait d'une journaliste de l'Agence France-Presse qui l'accompagnait souvent dans ses déplacements, et une photographie publiée par *Libération* en juillet 2001 la montrait allongée sous un parasol en compagnie du président de la République, en vacances dans l'un des plus luxueux palaces de l'île Maurice. Plus tard, c'est Claudia Cardinale qui défraya la chronique des conquêtes de Jacques Chirac. Dans son livre de souvenirs, Jean-Claude Laumond, son ancien chauffeur, raconte que le président était injoignable au soir de la mort de Lady Diana, le 31 août 1997, parce qu'il se trouvait au domicile de

l'actrice¹². Les communicants présidentiels tentèrent de contrebalancer cette réputation de prédateur amoureux par celle du bon grand-père, photographié pour la une du *Paris-Match* du 4 avril 1996 avec son petit-fils Martin, « le bébé de l'Élysée ». Puis pour celle du 4 mai 2000, le tenant sur ses genoux, grand-père débonnaire dans la grande tradition des présidents de la IV^e République. Mais il restait dans l'inconscient collectif cette image de palais des plaisirs et du secret associée depuis toujours à l'Élysée.

LE TEMPS DE L'EXHIBITION

Il est évident que cette image fut bousculée par Nicolas Sarkozy, qui fit entrer la politique, comme le dit Marcel Gauchet, dans l'ère de la « démagogie communicationnelle »¹³. Sans complexe et sans pudeur se cristallisa, aux yeux de l'opinion, la fusion aussi bien discursive qu'iconographique du corps public et du corps privé de l'acteur politique. « Qu'est-ce qu'il y a de plus beau que de faire partager ses émotions ? » confiait-il en s'exposant main dans la main avec sa femme, Cécilia, à la télévision, le 15 janvier 2006, plus d'un an avant la présidentielle. Une fois élu, l'ex-chouchou des sondages fit de son intimité un récit à livre ouvert, et de la décontraction un style. Mais la réception du Fouquet's, le soir de sa victoire, en compagnie de responsables politiques, de célébrités et de personnalités liées à de grandes entreprises, puis le séjour qui suivit sur le yacht du milliardaire Vincent Bolloré, donnèrent d'emblée à cette affectation de proximité populaire un caractère artificiel, et l'on ne tarda pas à le qualifier de « président des riches »¹⁴. Sa liaison puis son mariage avec Carla Bruni, qui firent la joie de la presse *people*, confirmèrent cette image de « bling-bling »¹⁵, lui aliénant non seulement l'électorat de gauche mais aussi une bonne partie de la droite traditionnelle, qui ne reconnaissait pas en lui un héritier du général de Gaulle. « Nulle part ailleurs que dans le pays fondateur de la démocratie moderne, l'action du gouvernement ne s'est métamorphosée avec une telle perfection en *soap opera* », constatait ironiquement le magazine allemand *Der Spiegel* en janvier 2008. Par ailleurs, le président se prêtait avec délectation aux vertiges de la surmédiatisation, livrant par exemple aux journalistes

131

12. *Vingt-cinq ans avec lui*, Ramsay, 2001.

13. Entretien à France Inter, 22 octobre 2010.

14. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le Président des riches. Enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Paris, Zones, 2010.

15. Nicolas Domenach, « La droite bling-bling », *Marianne*, 19 mai 2007.

ce qui d'ordinaire relevait des confidences en « off »¹⁶. Les secrets de l'Élysée semblaient abolis.

Le plus surprenant, c'est que François Hollande, qui s'était présenté en président « normal » pour prendre le contre-pied du président « bling-bling », a sacrifié à son tour au culte de la transparence. Il avait bien tenté de protéger sa vie privée, sa rupture avec Ségolène Royal, les tensions de son couple avec Valérie Trierweiler, mais la photo publiée le 10 janvier 2014 à la une du magazine *Closer* sur « l'amour caché du président », l'actrice Julie Gayet, a fait exploser la bulle du secret présidentiel. Le brûlot paru en septembre 2014 sous le titre *Merci pour ce moment*, et dans lequel la compagne éconduite décrivait un François Hollande dissimulateur, cynique, hypocrite et, pire encore pour un président socialiste, méprisant les pauvres, ceux qu'il aurait surnommés les « sans-dents », fut une arme de destruction massive contre une éventuelle réélection d'un chef de l'État en mal de popularité. Mais il n'est pas sûr que cette vengeance éditoriale lui ait fait autant de mal que l'image de mollesse et d'incertitude qui lui avait été accolée aussi bien par son ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, qui l'avait surnommé « fraise des bois », que par son ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, qui l'appelait « Flanby »¹⁷, ou encore par son ancien camarade de parti Jean-Luc Mélenchon, qui le traitait de « capitaine de pédalo »¹⁸. Avant même d'accéder au pouvoir, il semblait avoir perdu la bataille de l'autorité, et il fit une dernière erreur gravissime en laissant publier avant la fin de son mandat l'ouvrage des journalistes Gérard Davet et Fabrice Lhomme, « *Un président ne devrait pas dire ça* », qui dévoilait ses jugements les plus intimes, voire même des secrets d'État.

*

On pourrait croire que l'Élysée a définitivement perdu son aura mystérieuse du secret monarchique, mais l'on voit bien qu'Emmanuel Macron, en dépit de ses efforts pour aller au-devant des Français, au prix d'une communication parfois maladroite, n'a pas réussi à effacer des esprits cette vision assez archaïque d'un palais coupé du monde, peuplé de courtisans et de manigances secrètes. Les réseaux sociaux,

16. Nicolas Domenach et Maurice Szafran, *Off. Ce que Nicolas Sarkozy n'aurait jamais dû nous dire*, Paris, Fayard, 2011.

17. « De Flanby à Pépère : tous les surnoms de Hollande », LePoint.fr, 10 avril 2013.

18. « Mélenchon : Hollande, un « capitaine de pédalo » », LePoint.fr, 12 novembre 2011.

qui charrient des flots de thèses plus ou moins complotistes, contribuent à défaire de manière systématique tout ce que la communication présidentielle tente de construire dans le rapport avec les Français. Et ce n'est pas l'ouverture du Palais lors des Journées du patrimoine, si courue soit-elle, ni même la réception controversée des « youtubeurs » McFly et Carlito, qui modifient fondamentalement la donne de cette méfiance populaire presque atavique, héritée sans doute de notre tropisme révolutionnaire, et qui nous pousse à détester les lieux du pouvoir. Et il faut dire que dans le système de la V^e République, assimilé par certains à une sorte de monarchie républicaine, le palais de l'Élysée est par excellence le lieu d'un pouvoir considéré comme absolu. C'est évidemment une illusion d'optique, tant sont nombreux et complexes les paramètres qui influent sur l'exercice du pouvoir présidentiel. Mais, à l'instar du château de Versailles sous l'Ancien Régime, ce palais républicain apparaît encore à beaucoup comme le symbole et le refuge d'un président omnipotent qui dissimule ses privilèges exorbitants et ses projets pharaoniques au regard du bon peuple oublié. Et l'on peut parier que l'Élysée gardera encore, et pour longtemps, cette image de forteresse opaque, au moins tant que nos institutions doteront le chef de l'État de pouvoirs « jupitériens ».

133

R É S U M É

Depuis la mort subite du président Félix Faure dans le salon d'Argent de l'Élysée, à l'issue de la visite de sa maîtresse, le 16 février 1899, les scandales et les « affaires » qui ont ébranlé le palais présidentiel ont alimenté notre curiosité plus ou moins morbide pour les coulisses du pouvoir. À l'instar du château de Versailles sous l'Ancien Régime, l'Élysée est apparu et continue d'apparaître à beaucoup comme le refuge d'un président omnipotent qui dissimule ses privilèges exorbitants et ses projets pharaoniques au regard du bon peuple oublié. Cette dialectique étrange entre le rejet et la fascination pour le lieu du pouvoir suprême est un fil conducteur de notre monarchie républicaine.

